

EN SOUTIEN DE LA MOSELLE

La Grande Région ne veut pas de la fermeture des frontières

Écrit par Julien Carette

Publié Le 24.02.2021 • Édité à 07:31



Xavier Bettel et Corinne Cahen ont participé à la réunion de la Grande Région qui se tenait le 17 février dernier. (Photo: Xavier Bettel/Twitter)



Écoutez cet article

0:00 / 3:34 1X

Les différents partenaires de la Grande Région se sont mis d'accord sur un renforcement commun en matière de dépistage des frontaliers. Un message

envoyé en direction de Berlin afin de tenter d'éviter la fermeture des frontières avec la Moselle.

Le Luxembourg, la Lorraine, la Rhénanie-Palatinat, la Sarre et la Région wallonne belge (ainsi que la Fédération Wallonie-Bruxelles) ont publié ce mercredi un protocole d'accord concernant «le renforcement de la coopération et de la coordination dans le cadre du dépistage des travailleurs frontaliers et des frontaliers entre les partenaires de la Grande Région».

Une publication qui est le prolongement du sommet exceptionnel de l'exécutif de la Grande Région, qui s'était tenu virtuellement la semaine dernière. Auquel avaient pris part le Premier ministre,  Xavier Bettel (DP), et la ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région,  Corinne Cahen (DP), mais aussi notamment l'actuel président de la Grande Région (et également président de la région Grand Est) Jean Rottner, le secrétaire d'État français chargé des Affaires européennes, Clément Beaune, et de hauts fonctionnaires allemands.

Unis pour renforcer le travail de #prévention et sécuriser la #librecirculation des #frontaliers de la #GrandeRégion BE UFRDE

✓ adoption d'un protocole d'accord par les exécutifs de @GrandeRegionOff

#dépistage#séquençage#transparence#coopération#UE EU pic.twitter.com/4zVaoVXUjg

— Grande Région | Großregion BE FR DE (@GrandeRegionOff) February 24, 2021

«Le but de cet accord est simple: garder toutes les frontières ouvertes», confiait ce mercredi Corinne Cahen. «Cela ne tient qu'à un fil en ce moment. Et nous souhaitons tout faire pour convaincre les différentes capitales qui nous entourent d'aller dans notre sens. La fermeture des frontières serait la pire chose qui puisse nous arriver. Pour les 260.000 travailleurs frontaliers de la Grande Région. Mais aussi sur le plan familial, certains risquant ainsi de se retrouver séparés en cas de fermeture. Nous vivons aujourd'hui dans une grande région...» Et plus forcément dans un pays, aurait-on envie de compléter.

La classification allemande de la Moselle

La réunion de la semaine dernière faisait suite aux bruits qui expliquaient qu'après l'augmentation des cas positifs et l'explosion des variants sur son territoire, la Moselle risquait de voir sa classification sur l'échelle d'alerte allemande dégradée. Située au niveau 1 (zone à risque), elle pouvait ainsi passer au 2 (zone à haute incidence), voire au 3 (zone touchée par les variants du virus). Or, si chaque land allemand décide lui-même de sa politique sanitaire jusqu'au niveau 2, à partir du 3, c'est l'État qui prend la main. Et qui peut alors décider de fermer les frontières. C'est ce qui s'est passé ces dernières semaines pour la République tchèque et l'Autriche.

« IL N'EST PAS DU TOUT QUESTION DE FERMER NOTRE FRONTIÈRE AVEC LA FRANCE. ON N'Y PENSE PAS. »



Corinne Cahen, ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région

Donner un signal fort à Berlin

L'ambition de la Grande Région était donc avant tout d'effectuer une déclaration d'intention. Afin de donner un signal fort à Berlin, en montrant des partenaires soudés et prêts à travailler ensemble pour réussir à contenir la pandémie. Et ce en appliquant une politique commune de dépistage et de séquençage à l'échelle de cette Grande Région, et en consolidant les modalités de tracing qui ont déjà été engagées.

«C'est difficile de dire si nous avons convaincu ou non Berlin», reprenait Corinne Cahen. «Il était en tout cas important d'inviter de hauts fonctionnaires de l'État allemand lors de notre réunion. Afin qu'ils puissent sentir comment les différents partenaires vivent et travaillent ensemble.» Pour l'heure, la classification de la Moselle n'a, en tout cas, toujours pas été revue par l'Institut Robert Koch, l'organisme qui veille à la santé des Allemands.

Enfin, on peut noter que Corinne Cahen confirmait ce qui paraissait encore plus clair au vu de l'accord passé avec les autres partenaires de la Grande Région: «Il n'est pas du tout question de fermer notre frontière avec la France. On n'y pense pas.» Avec 60% du personnel médical et de santé originaire de l'étranger, c'est forcément logique...

PAPERJAM + DELANO CLUB WEBINAR

Une conversation avec Laurent Schonckert

et François Génaux

LIVE STREAM

INSCRIVEZ-VOUS

MER. 10 MARS 17h00

SPONSOR
pwc

Corinne Cahen

Xavier Bettel

Clément Beaune

Jean Rottner

Covid-19

DP
